

**République française**  
**MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE**

<p>DIRECTION DES POLITIQUES ECONOMIQUE ET INTERNATIONALE Service de la production et des marchés Sous-direction des Cultures et des Produits Végétaux Bureau des fruits et légumes, de l'horticulture et des productions végétales spéciales 3, rue Barbet de Jouy 75007 PARIS ☎ 01 49 55 45 60 ou 01 49 55 43 78 📠 01 49 55 50 75</p>	<p style="text-align: center;"><b>Circulaire</b> DPEI/SPM/C2000-4032 <b>Date : 06 JUIN 2000</b></p> <p>Avenant N° 2 à la Circulaire DPEI/SPM/C99-4024 du 15 novembre 1999. Cet avenant <b>annule et remplace la circulaire DPEI/SPM/C2000-4025 du 5 mai 2000</b></p>
--	--

**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA PECHE**

à

**MESDAMES ET MESSIEURS LES PREFETS**

**Objet :** mise en place par l'ONIFLHOR d'une mesure destinée à renforcer l'organisation économique de la **filière pommes** et à sauvegarder l'emploi, notamment en confortant les petites et moyennes exploitations viables mais fragilisées par la campagne pommes 1999-2000, par avenant à la circulaire DPEI/SPM/C99-4024 du 15 novembre 1999.

**Avertissement :** Pour tout renseignement concernant la mise en œuvre de la présente circulaire, vous pouvez prendre contact avec :

**ONIFLHOR - Division des Interventions Nationales**  
**164, rue de Javel - 75349 PARIS CEDEX 15**  
**Tél. 01 44 25 36 38**  
**Fax : 01 45 54 31 69**

---

**PLAN DE DIFFUSION**

**Pour information :**

**Pour exécution :**

M. le DPEI  
MM les Préfets de région  
MM les Préfets de départements  
MM. les DRAF  
Mmes et MM. les DDAF  
M. le Directeur de l'ONIFLHOR

DGA - DGAL - DAF- DEPSE  
Le président du COPERCI  
La Fédération Nationale des Producteurs de Fruits  
Association Permanente des Chambres d'Agriculture  
La Fédération Française de la Coopération Fruitière, Légumière et Horticole  
La Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles  
Le Centre national des jeunes agriculteurs  
La Confédération Paysanne  
Les Comités économiques fruits et légumes  
Banque Nationale de Paris  
Banque Populaire  
Caisse Nationale de Crédit agricole  
Crédit Lyonnais  
Crédit Mutuel

## 1. Présentation du dispositif

Les producteurs de **pommes** ont été confrontés à une campagne 1999-2000 difficile, aggravée par les rétorsions britanniques sur les pommes françaises.

Le gouvernement a souhaité répondre au caractère exceptionnel des difficultés subies qui affectent l'équilibre des exploitations. Les modalités techniques retenues reprennent le dispositif décidé par le gouvernement afin de répondre aux difficultés observées au cours de l'été sur le marché de certains fruits et légumes. Cependant, outre la priorité qu'il convient d'accorder aux petites et moyennes exploitations et aux jeunes agriculteurs, **une attention plus particulière** sera portée aux **producteurs engageant un effort de connaissance et de maîtrise du potentiel de production du secteur**.

Les mesures sociales et financières ont, d'ores et déjà, été étendues aux producteurs de pommes.

A dater de ce jour, le bénéfice de la circulaire DPEI/SPM/C99-4024 est étendu **aux producteurs de pommes**, quelle que soit la variété, sous les conditions spécifiques définies ci-après. Seules les adaptations et modifications au dispositif défini le 15 novembre 1999 par la circulaire DPEI/SPM/C99-4024 figurent dans le présent avenant qui, par ailleurs, annule et remplace la circulaire DPEI/SPM/C2000-4025 du 5 mai 2000.

En outre, pour les agriculteurs en très grande difficulté, des dispositions facilitant la sortie du secteur pourront être proposées à ceux qui arrachent leurs vergers : elles allieront une indemnisation de l'arrachage à des dispositifs d'accompagnement existants (aide à la réinsertion professionnelle, préretraite ou aide à la transmission d'exploitation). Les modalités de cette intervention spécifique seront définies dans les prochaines semaines.

## 2 Bénéficiaires de la mesure

Les producteurs de pommes, **spécialisés en pommes à hauteur de 30%** au moins du chiffre d'affaires total (HT) de leur exploitation, et répondant par ailleurs aux autres conditions d'éligibilité de la circulaire DPEI/SPM/C99-4024 sous les rubriques, « agriculteurs à titre principal », « spécialisés en fruits et légumes », et « adhérents des organisations de producteurs » sont **éligibles à la mesure pommes**, dans le respect des règles de priorité définies dans cette même circulaire.

La spécialisation pommes sera estimée à partir de toutes les pommes de l'exploitation, qu'elles soient d'été ou d'hiver.

Un exploitant **ne peut cumuler** le bénéfice d'une aide « fruits et légumes d'été », circulaire DPEI/SPM/C99-4024 et une aide « pommes » telle que définie par la présente circulaire, car ces deux textes ne forment qu'une seule et même mesure d'aide en réponse aux difficultés des exploitations analysées par un audit global. Cependant, de manière exceptionnelle, sur demande des intéressés, et pour assurer **un traitement équitable**, la Commission départementale d'orientation, CDOA, peut accepter de déroger à cette disposition, de façon argumentée, s'il s'avère nécessaire pour la pérennité de l'exploitation de prendre en compte des difficultés supplémentaires liées à la production de pommes. **En aucun cas, l'aide totale** perçue par une exploitation **ne pourra dépasser les plafonds fixés**.

.../...

### 3 . Analyse de la situation des exploitations : Audit

Les producteurs de pommes éligibles devront faire réaliser **un audit de leur exploitation** selon les modalités décrites au paragraphe 3 de la circulaire DPEI/SPM/C99-4024, sur le modèle joint (annexe 1 bis) dès **la fin de leur campagne pommes**, qui pourra être considérée comme réalisée au plus tôt à partir du **31 mars 2000**, à condition d'intégrer les produits et charges afférents à la campagne et non encore réalisés. Pour les quantités non encore commercialisées, la reconstitution des produits sera effectuée à partir de la moyenne des prix observés au titre des trois premiers mois de l'année 2000.

### 4 . Appréciation de la difficulté financière

Le paragraphe suivant est ajouté au point 4, de la circulaire DPEI/SPM/C99-4024 :

La CDOA pourra proposer **aux producteurs en situation de risque élevé** l'accès au dispositif « arrachage », mis en place par ailleurs, en vue d'une cessation totale d'activité agricole en accompagnement de l'octroi d'une aide à la réinsertion professionnelle de la préretraite ou de l'aide à la transmission de l'exploitation.

Par ailleurs, la CDOA pourra également engager les producteurs bénéficiaires d'un plan de redressement agréé dans le cadre du dispositif « agriculteurs en difficulté » à arracher leur verger et solliciter la prime ad hoc.

### 5 . Mesure ONIFLHOR

Les modalités d'analyse des dossiers, les priorités et les réponses à apporter sont définies dans la circulaire DPEI/SPM/C99-4024.

Ainsi, toute exploitation est soumise à un audit qui permet à la CDOA :

- Soit de proposer une intervention rapide, exprimée en fonction de la main d'œuvre sur l'exploitation ;
- Soit de proposer au producteur de prolonger l'audit par un diagnostic complet de l'exploitation pour étudier les possibilités d'amélioration de la situation avec la définition d'un plan sur trois ans et une aide revalorisée, jusqu'à un maximum de 240 000 F par exploitation.

Cependant, **dans le cas de l'aide simple après audit, le plafond de 4 UTH par exploitation peut être porté à 6 UTH pour les producteurs dont l'O.P. s'engage sur un programme de réduction du potentiel de production en pommes de 10%**. Toutefois, la CDOA pourra admettre une réduction de potentiel inférieure à 10% au bénéfice des organisations de producteurs pour lesquelles une diminution de potentiel de ce niveau aurait pour effet de remettre en question leur reconnaissance en tant qu'organisation de producteurs : pour ces organisations de producteurs, la réduction engagée sera plafonnée au niveau du seuil leur permettant de conserver une telle reconnaissance.

Cette réduction de potentiel devra correspondre à **l'arrachage de 10% des surfaces plantées en pommes au niveau de l'O.P.**, avec un engagement de maintenir cette réduction pendant 7 ans et de ne pas replanter avec une autre espèce fruitière pérenne les surfaces concernées. Toutefois, en cas de demande argumentée, fondée sur des perspectives commerciales spécifiques et vérifiées, il pourra être dérogé, sur votre proposition, à l'interdiction de replanter une autre espèce fruitière.

## 6. Engagement contractuel de l'exploitant

Les engagements sont ceux figurant dans la circulaire DPEI/SPM/C99-4024 auxquels doit être joint :

- **une déclaration d'assolement** : voir annexe 8 « inventaire des vergers : fiche d'exploitation »
- **et pour ceux qui bénéficient du déplafonnement de l'aide de 4 à 6 UTH, d'un engagement de l'O.P. à arracher, avant le 31 décembre 2000, 10% du verger pommes, à respecter la diminution de surface pendant 7 ans et à ne pas replanter – sauf dérogation- les surfaces concernées avec une autre espèce fruitière pérenne** (annexe 9). Cet engagement s'applique au niveau de l'O.P. pour l'ensemble des membres et de la surface plantée au 1 janvier 2000.

## 7 . Gestion des crédits

Les départements les plus touchés par les difficultés de la campagne « pommes » se verront notifier une dotation départementale dans les tous prochains jours qui remplacera, en la revalorisant et en l'adaptant aux nouveaux objectifs, celle notifiée lors de la mise en place de la circulaire du 5 mai 2000.

## 8 . Délais

Les producteurs désirant bénéficier de l'aide ONIFLHOR doivent s'inscrire auprès de leur DDAF **au plus tard le 30 juin 2000** et faire réaliser l'audit de leur exploitation le plus rapidement possible.

Vous veillerez à ce que l'examen des dossiers en CDOA se fasse dans les meilleurs délais afin que les transmissions des propositions d'aide formulées par cette commission parviennent à l'ONIFLHOR le plus tôt possible, et en tout état de cause **avant le 15 octobre 2000**.

Les premiers dossiers devront être accompagnés **d'un état prévisionnel des dépenses**, s'inscrivant pour les départements dotés dans l'enveloppe allouée, afin que les paiements par l'ONIFLHOR puissent intervenir au fur et à mesure de la transmission des propositions d'intervention.

**L'ensemble des autres dispositions de la circulaire DPEI/SPM/C99-4024 (notamment éligibilité, priorités, mode de gestion et de décision de la CDOA, plafond,...) restent inchangés et je vous demande de veiller à leur strict respect.**

**Le Ministre de l'Agriculture  
et de la Pêche**

**Jean GLAVANY**

### Pièces jointes :

- Annexe 1 bis : Audit d'exploitation simplifié pommes
- Annexe 8 : Inventaire des vergers (à ajouter au contrat d'engagement du producteur- annexe 4 ou 5).
- Annexe 9 : Contrat d'engagement de l'O.P. (à ajouter au contrat d'engagement du producteur- annexe 4-, pour ceux qui demandent à bénéficier du déplafonnement de 4 à 6 UTH ).

*Les annexes de la circulaire DPEI/SPM/C99-4024 non reprises ici restent inchangées*

# Annexe 1 Bis : AUDIT D'EXPLOITATION SIMPLIFIE POMMES

( Exemple original destiné à l'ONIFLHOR )

NUMERO DU DOSSIER

/ / / / / / / /  
D E P N U M E R O



MESURE DESTINEE A RENFORCER L'ORGANISATION ECONOMIQUE ET SAUVEGARDER L'EMPLOI  
EN CONFORTANT LES PETITES ET MOYENNES EXPLOITATIONS VIABLES MAIS FRAGILISEES PAR  
UNE CAMPAGNE 1999 -2000DIFFICILE.

DATE DE PRISE EN COMPTE DES ELEMENTS FINANCIERS POUR ETABLIR L'AUDIT / / / / / / / /



TYPE D'AUDIT SIMPLE (S) OU DIAGNOSTIC D'EXPLOITATION (D) / /

TA



AVIS CDOA POUR DEROGATION SUR LE TAUX DE SPECIALISATION O/N / /

DERO

STATUT DU DEMANDEUR

/ /

S1

/ /

S2

NOMBRE D'ASSOCIES OU DE CO-EXPLOITANTS

/ /

NOMBRE D'EXPLOITATIONS REGROUPEES (GAEC)

/ /

S3

CAPITAL DETENU PAR AGRICULTEUR A TITRE PRINCIPAL

/ / / / %

## I IDENTIFICATION

N° TELEPHONE / / / / / / / / / / / /

N° FAX / / / / / / / / / / / /

COLLER LE RELEVÉ D'IDENTITE BANCAIRE DU DEMANDEUR DE LA MESURE

ANNEE D'INSTALLATION

/ / / /

ANI

ADHESION A L'ORGANISATION ECONOMIQUE A LA DATE DE L'AUDIT OUI (O) ou NON (N) / /

NUMERO DE RECONNAISSANCE DE L'OP A LAQUELLE VOUS ADHEREZ :

/ / / / / / / /

OP

DATE D'ADHESION :

/ / / / / / / /

NOM DE L'OP :



A REMPLIR PAR LA DDAF



A REMPLIR PAR LA DDAF APRES AVIS DE LA CDOA



DATE A REPORTER PAR L'AUDITEUR, MENTIONNEE PAGE 6 DU PRESENT DOCUMENT

## II - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EXPLOITATION.

1) S.A.U. totale de l'exploitation : ..... ha ..... ares

2) Productions 1999 / 2000 :

		<b>SF</b>	<b>Q1</b>	<b>Q2</b>	<b>CAG</b>	<b>CAR</b>
	PRODUITS	SUPERFICIE EN PRODUCTION EN HA, ARES ( Inventaire du verger en fruits ou surface développée en légumes)	QUANTITE PRODUITE EN KILOS REELLE OU ESTIMEE	QUANTITE COMMERCIALISEE EN KILOS HORS RETRAITS	C.A GENERE POUR LA QUANTITE COMMERCIALISEE Y COMPRIS LES RETRAITS	C.A GENERE POUR LES RETRAITS
	POMMES					
<b>F6</b>	*dont POMMES D'ETE					
<b>F8</b>	*dont POMMES D'HIVER					

\* **différentiation pommes d'été –pommes d'hiver dans la mesure du possible**

Autres fruits et légumes .....ha .....a

( lister les principales productions avec leur part relative dans le C.A

Autres productions végétales .....ha .....a

Autres .....ha .....a

**3) Main d'œuvre sur l'exploitation (exprimée en équivalent temps plein ou UTH) le calcul sera effectué sur la période d'Octobre 1998 à Novembre 1999 ( Fournir les relevés des 4 derniers trimestres MSA).**

Main d'œuvre familiale .....UTH **U1**

Main d'œuvre salariée permanent .....UTH **U2**

Main d'œuvre salariée saisonnière .....UTH **U3**

**Total** .....UTH

**4. Chiffre d'affaires réalisé de l'exploitation agricole (en francs) pour la campagne 1999-2000 et les deux dernières années connues**

	.....	.....	1999/2000 *
Chiffre d'affaires total réalisé de l'exploitation (HT).			
Chiffre d'affaires total réalisé fruits et Légumes (HT) y compris pommes de terre, fruits et légumes destinés à la transformation.			
Chiffre d'affaires réalisé (HT) par les pommes listées			

\* Réalisé, ou prévisionnel à la date de l'Audit

**5) Revenu de l'exploitation agricole (en francs) 3 dernières années disponibles**

	n-2	n-1	n
Revenu disponible d'Exploitation			

\* Réalisé, ou prévisionnel à la date de l'Audit

**6) Aides et subventions**

Aides et subventions perçues durant les deux dernières années. Si les montants n'ont pas encore été versés, indiquez les montants demandés ou attendus.

	1998	1999
Aides Agriculteurs en difficulté		
Aides au redressement 1998		

**Autres : étalement de cotisations sociales, prêts de trésorerie 1998, prise en charge d'intérêts , consolidation d'encours...**

.....  
 .....  
 .....

**7) Environnement technique et économique de l'exploitation**

Avez vous une comptabilité ?

fiscale ☐

de gestion ☐

TVA ☐

Par qui est-elle tenue ?.....

Etes-vous régulièrement suivi par un technicien ?

oui ☐

non ☐

Si oui, dans quel cadre ?.....

JA ☐

O.P. ☐

Autre ☐ A préciser : .....

Nom et adresse de l'organisme et du technicien chargé du suivi :.....

Etes vous assuré contre la grêle ?

oui ☐

non ☐

Etes vous suivi pour la lutte contre la Sharka ?

oui ☐

non ☐

**III - SITUATION FINANCIERE DE L'EXPLOITATION**

**III - 1 - EMPRUNTS BANCAIRES DE MOYEN ET LONG TERME ET LEASINGS** (durée du prêt supérieure à 2 ans) Il s'agit des prêts réalisés à la date de l'audit.

Pour les leasings **l'exploitant fournira l'ensemble des contrats.**

Pour tous les emprunts **sur demande de l'exploitant chaque organisme bancaire fournira un récapitulatif des prêts** reprenant les éléments du tableau ci-dessous.

N° du prêt	Date	Objet	Taux	Montant	Durée	Annuités 2000	Dont intérêts	Date d'échéance	Capital restant dû fin 2000
------------	------	-------	------	---------	-------	---------------	---------------	-----------------	-----------------------------

à charge par l'organisme auditeur ou la DDAF de reporter les totaux emprunts et leasings dans le tableau ci-dessous.

	MONTANTS des PRETS	ANNUITES 2000	DONT INTERETS	CAPITAL RESTANT DU
<b>TOTAUX</b>				

Echéances d'emprunts bancaires à long et moyen terme non payées : Il s'agit des retards bancaires à la date de l'Audit. **Sur demande de l'exploitant chaque organisme bancaire fournira un récapitulatif** reprenant les éléments du tableau ci-dessous

Rappel du N° Emprunt	Annuités 1999 ou 2000	Date d'échéance	Montant des sommes restant dues
----------------------	-----------------------	-----------------	---------------------------------

à charge par l'organisme auditeur ou la DDAF de reporter les totaux dans le tableau ci-dessous .

	Remboursements des annuités 1999 ou 2000	Montant des sommes restant dues
<b>TOTAUX</b>		

**III - 2 - EMPRUNTS BANCAIRES DE COURT TERME** (durée inférieure à 2 ans) (Y compris le prêt de trésorerie 1998)

Il s'agit de l'ensemble des prêts contractés avant la date de l'Audit. ( y compris prêts de trésorerie 1998)

Pour tous les emprunts, **sur demande de l'exploitant chaque organisme bancaire fournira un récapitulatif des prêts** reprenant les éléments du tableau ci-dessous,

N° du prêt	Organisme	Date	Objet	Montant	Durée	Rappel échéance
------------	-----------	------	-------	---------	-------	-----------------

à charge par l'organisme auditeur ou la DDAF de reporter les totaux dans le tableau ci-dessous.

	Montants
<b>TOTAUX</b>	

**III - 3 - DETTES FOURNISSEURS :**

(Dettes fournisseurs et autres à la date de l'Audit)

Récapitulatif des factures certifié par le centre de gestion ou le comptable à conserver en DDAF, le total des dettes sera inscrit dans le tableau ci-dessous

	Factures non réglées	Agios facturés
<b>TOTAUX</b>		



III - 4 - "**DETTE SOCIALES**"Charges sociales exploitants

Il s'agit de LA SITUATION en 1999. Il conviendra de joindre comme justificatif les copies des avis de retard émis par les organismes sociaux.

	ORGANISME	ORGANISME	ORGANISME
<b>Retard 1998 à la date de l'Audit</b>			
Montant 1 <sup>er</sup> APPEL 1999 Montant réglé			
Montant 2 <sup>ème</sup> APPEL 1999 Montant réglé			
Montant 3 <sup>ème</sup> APPEL 1999 Montant réglé			
Montant SOLDE 1999 Montant réglé			
Montant 1 <sup>er</sup> appel 2000 Montant réglé			
*Montant 2 <sup>ème</sup> appel 2000 Montant réglé			
<b>CUMUL DES COTISATIONS NON REGLEES</b>			

\* éventuellement

Part patronale des charges salariales

Il s'agit du retard de paiement des échéances de charges sociales pour 1999. Il conviendra de joindre comme justificatif les copies avis de retard émis par les organismes sociaux.

	ORGANISME	ORGANISME	ORGANISME
<b>Retard 1998 à la date de l'Audit</b>			
Montant 1 <sup>er</sup> TRIMESTRE 1999 Montant réglé			
Montant 2 <sup>ème</sup> TRIMESTRE 1999 Montant réglé			
Montant 3 <sup>ème</sup> TRIMESTRE 1999 Montant réglé			
Montant 4 <sup>ème</sup> TRIMESTRE 1999 Montant réglé			
Montant 1 <sup>er</sup> TRIMESTTRE 2000 Montant réglé			
Montant 2ème TRIMESTTRE 2000 Montant réglé			
<b>Cumul des cotisations non réglées</b>			

IV - **RECAPITULATIF DES DONNEES FINANCIERES****Elles seront indiquées à la date de l'Audit.**

ACTIFS CIRCULANTS		DETTES A C.T	
STOCKS		ANNUITES EN RETARD	
CREANCES		PRETS A C.T	
REALISABLE/DISPONIBLE		DETTES FOURNISSEURS	
		DETTES SOCIALES	
<b>TOTAUX</b>		<b>TOTAUX</b>	

J'atteste sur l'honneur que les renseignements fournis à l'appui de la présente demande sont sincères et véritables. Toute fausse déclaration de ma part sera passible des dispositions pénales prévues par l'article 22 de la loi n° 68 690 du 31.07.1968.

**J'atteste ne pas avoir demandé à bénéficier de la mesure DPEI-C99-4024 en tant que producteur de fruits et légumes d'été.**

J'autorise la MSA et la banque à communiquer toute information complémentaire nécessaire à la constitution et à l'instruction de mon dossier. J'autorise la DDAF à transmettre le présent dossier à ma (mes) banque (s) suivante (s) :

.....

pour étude de financement.

J'autorise les agents chargés des contrôles par les instances compétentes (Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, Oniflhor) à vérifier :

l'exactitude des renseignements que j'ai fournis ainsi que le respect de mes engagements ci-après définis, sur mon exploitation, accompagnés par moi-même ou mon représentant, la correspondance entre les éléments figurant sur ma demande d'aide et la situation réelle.

Fait à .....le

/ / / / /

Pour une situation des comptes de la dernière campagne arrêtée au

/ / / / /

**Signature du demandeur(1)**

**(Faire précéder la signature de la mention lu et approuvé)**

(1)Signature de chacun des membres des GAEC  
sociétés civiles, co-exploitants, représentant légal

**RECAPITULATIF DE LA DEMANDE**

(à remplir par le responsable chargé de l'AUDIT ou la DDAF)

Le taux de spécialisation et les critères financiers d'aide à la décision seront calculés sur la base des données 1999/2000, ou éventuellement les données pourront être reconstituées sur la base des 3 dernières campagnes connues.

**Taux de spécialisation :**

**A** CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL Réalisé en 1999/2000 Fruits et Légumes (HT) = Frs **TS1**  
**B** CHIFFRE D'AFFAIRES TOTAL Réalisé en 1999/2000 de l'exploitation (HT) = Frs **TS2**  
**C** CHIFFRE D'AFFAIRES Réalisé en 1999/2000 pour les pommes (HT) = Frs **TS3**

**A/B** = %

**C/B** = %

**Critères Financiers d'AIDE à la décision:**

CF1	<b>ANNUITES</b>	<b>FRS</b>	
CF2	<b>PRODUIT BRUT</b>	<b>FRS</b>	= %
CF3	<b>ENDETTEMENT COURT TERME</b>	<b>FRS</b>	
CF4	<b>ACTIFS CIRCULANTS</b>	<b>FRS</b>	= %
CF5	<b>REVENU DISPONIBLE</b>	<b>FRS</b>	
U1	<b>U.T.H FAMILIALES</b>	<b>UTHF</b>	= KF

**Avis technique**

Avis du technicien chargé du suivi de l'exploitation, de l'OP ou de la chambre d'agriculture sur les raisons principales des difficultés

**Date et signature**

**Avis économique et financier**

(avis du responsable de l'audit)

**Organisme auditeur :**

**Date :**

**Cachet et Signature**

**Autres interventions prévues dans le cadre des mesures pommes**

**(si absences d'interventions justifier les raisons)**

**Montants**

**F.A.C :**

**Prêts de consolidation :**

**Mesures sociales :**

**Autres interventions eventuelles**

**Montants**

**Collectivités territoriales :**

**Banques :**

**Autres :**

**Avis de la Commission départementale**

en date du : /\_/ /\_/ /\_/ /\_/ /

/\_/ **S** Montant de subvention proposée par le Préfet sur avis de la CDOA : Frs

/\_/ **D** Reprise du dossier avec diagnostic d'Exploitation

Les documents nécessaires à la mise en place de la mesure ont été visés et seront conservés à la DDAF conformément à la circulaire.

Signature et Cachet de la DDAF

Cocher la ligne après l'AVIS DE LA CDOA et reporter la lettre correspondante dans le cadre ▼ page 1

**ANNEXE 8**

**INVENTAIRE DES VERGERS  
FICHE EXPLOITATION**

<b>N° DDA DU DOSSIER :</b>	<b>N° DE L'OP :</b>
<b>NOM PRENOM DE L'EXPLOITANT :</b>	
<b>ADRESSE :</b>	<b>N° MSA :</b>
<b>VILLE :</b>	
<b>CODE POSTAL :</b>	<b>SURFACE BRUTE DU VERGER :</b>

NUMERO DU BLOC FRUITIER	LOCALISATION N° CADASTRAL	ESPECE	VARIETE	NOMBRE D'ARBRES	SUPERFICIE TOTALE PLantee

**Signature de l’exploitant :**

**Signature du Président de l'OP :**

NOM DE L' OP :

NUMERO DE RECONNAISSANCE :

ADRESSE :

VILLE :

CODE POSTAL :

SITUATION AU 01 JANVIER 2000

NOMBRE DE PRODUCTEURS de l'O.P.

SUPERFICIE TOTALE EN POMMES des adhérents de L'O.P.

En cas de déplafonnement de l'aide prévue par la circulaire, je soussigné :

Président de l'OP m'engage à respecter la diminution de 10% du verger de pommes selon les termes prévus  
par la circulaire N° :

**Signature du Président de l'OP :**